

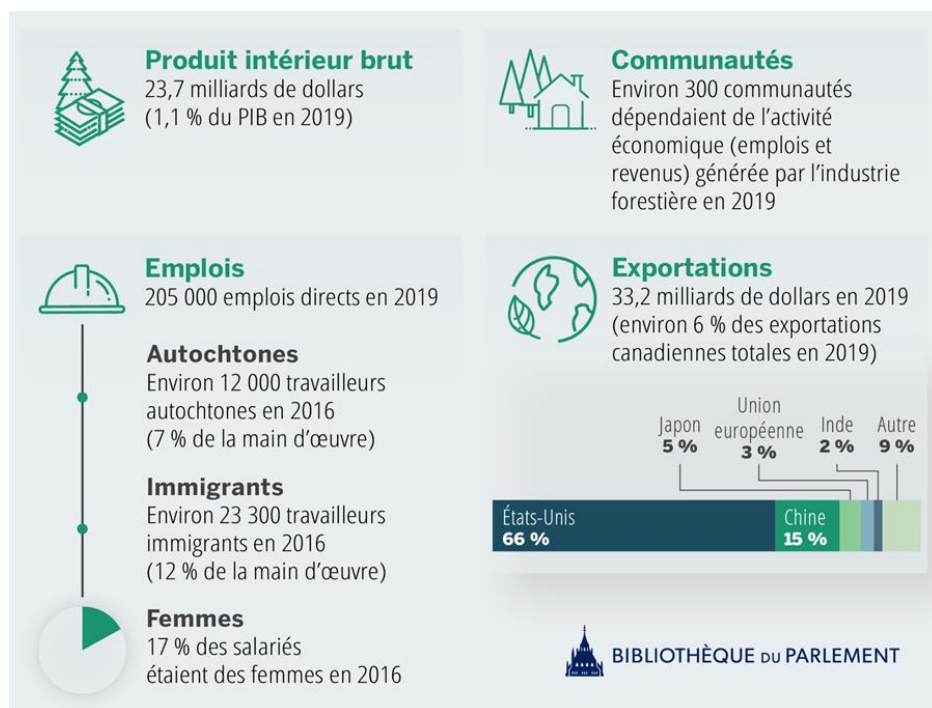


Maximisation du potentiel de la forêt québécoise Élections 2021

La forêt, une ressource capitale pour le Québec

- Les forêts couvrent plus de la moitié du territoire québécois et 92 % de celui-ci est public. Ces terres publiques se trouvent sous la responsabilité du gouvernement québécois qui gère les activités s'y déroulant;
- En tant que richesses collectives, les forêts sont source de loisirs, stimulent l'économie et jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les changements climatiques;
- Le secteur forestier procure de l'emploi à près de 60 000 personnes au Québec. Il est un moteur économique pour près de 900 municipalités, dont plus de 150 qui en dépendent pour leur vitalité;

À l'échelle du Canada



- L'industrie forestière compte trois principaux secteurs : l'exploitation forestière, les pâtes et papiers et la transformation du bois;
- Les ressources forestières et les produits qui en découlent contribuent à une économie à faibles émissions de carbone :
 - Les forêts aménagées peuvent agir comme « puits de carbone » car elles ont la capacité de séquestrer plus de carbone qu'elles n'en émettent.



- Les produits forestiers favorisent une bioéconomie circulaire. Ces produits sont renouvelables et peuvent remplacer des produits non renouvelables dont l’empreinte carbone est plus élevée, comme les produits synthétiques ou issus de la pétrochimie.
- Dans le domaine de la construction, nous savons que pour chaque mètre cube (m³) de bois utilisé, 900 kilogrammes de CO₂ sont séquestrés. Ainsi, une maison construite en utilisant 20 m³ de bois va capter 18 tonnes de carbone, soit l’équivalent du carbone libéré par l’utilisation d’une voiture durant trois ans.
- Malheureusement, les intérêts de l’État pétrolier canadien l’emportent trop souvent sur ceux de l’État forestier québécois. En effet, de 2017 à 2020, ce sont 23 milliards \$ qui ont été accordés au secteur d’activité le plus polluant au pays¹. Rappelons que lors de leur plus récent Congrès, les libéraux ont rejeté une résolution demandant de mettre fin aux aides publiques pour les énergies fossiles.
- Pour la même période, l’ensemble du secteur forestier Canada s’est vu octroyer 952 millions \$, dont près de 75% sont constitués de contributions remboursables. En prenant 22,5 % comme part revenant au Québec, on obtient 71 millions \$ par an.
- La filière forestière est pourtant probablement le secteur d’activité économique le mieux positionné pour réduire les émissions de GES et pour capter le carbone déjà dans l’atmosphère.
- Le fort potentiel d’emplois, de croissance économique et d’innovations du secteur forestier n’est plus à démontrer. Les travaux sur la bioéconomie forestière entrepris par de nombreux centres de recherche du Québec ont fait la preuve qu’il y a des solutions alternatives et durables pour remplacer bon nombre de produits à base de pétrole. Certaines études laissent même présager que la valorisation des résidus forestiers et agricoles permettrait au Québec de diminuer ses importations de produits pétroliers d’environ 1,6 milliard de litres, soit 20 % de sa consommation annuelle.

Pour une véritable relance verte

« Il faut d’abord reconnaître puis investir dans le potentiel économique, écologique, énergétique et même de substitut à la pétrochimie du gigantesque secteur forestier du Québec. Ça passe par la recherche et la transformation sur notre territoire. Nous n’avons rien à envier au pétrole de l’Ouest. Notre ressource forestière est plus verte, porteuse de plus de richesse, plus diversifiée et plus durable parce que renouvelable à l’infini. Ottawa l’ignore volontairement. Le Bloc s’y engage résolument » - Yves-François Blanchet, septembre 2020

¹ 1,2 G\$ en subventions incluant les congés fiscaux et toute autre forme d’aide + 1,6 G\$ en nouvelles lignes de crédit + 2,7 G\$ d’incitatifs fiscaux + 4,5 G\$ achat du pipeline Trans Mountain + 12,6 G\$ pour l’agrandissement.



- La forêt fait vivre nos régions et possède tous les atouts pour verdir notre économie. Elle a seulement besoin d'appuis importants, de l'exploitation à la transformation, pour faire face aux défis économiques d'aujourd'hui.
- En avril dernier, le Bloc Québécois a dévoilé une vaste étude² cumulant une série d'analyses régionales sur la maximisation du potentiel de la forêt québécoise. Cette maximisation, si appuyée d'une volonté claire de stimuler l'industrie, est susceptible de créer plus de 16 000 nouveaux emplois, soit 27 % de plus qu'aujourd'hui, tout en comblant 20 à 30 % des objectifs du Québec de réduction des gaz à effet de serre (près 7,7 millions de tonnes de moins chaque année)

Pour maximiser le potentiel forestier du Québec, le Bloc Québécois a développé une feuille de route centrée sur quatre propositions :

- Mettre en œuvre une politique d'approvisionnement public qui favorise l'utilisation des produits du bois, notamment en établissant l'empreinte carbone comme critère d'octroi des contrats;
- Accroître les budgets de recherche fondamentale et le développement d'une chaîne de valeur pour la deuxième et troisième transformation des ressources forestières, via le programme d'Investissements dans la transformation de l'industrie forestière (ITIF), afin de soutenir l'émergence d'une grappe industrielle en bioéconomie au Canada;
- Profiter de l'arrivée de la nouvelle administration à la Maison-Blanche afin d'obtenir une pleine exemption de tout tarif sur les exportations de bois d'œuvre québécois à destination des États-Unis et s'assurer que le développement de l'industrie forestière soit défini comme une priorité du gouvernement canadien compte tenu de son fort potentiel économique et de son rôle incontournable en matière de lutte contre les Changements climatiques;
- Identifier les moyens d'accroître la productivité liée à la croissance annuelle des forêts dans le respect des compétences du Québec. Le fédéral doit notamment appliquer la Loi sur les espèces en péril qu'en conformité avec les orientations de l'Assemblée nationale du Québec.

Le Bloc Québécois a déjà l'appui de 45 acteurs importants pour instaurer ces propositions, notamment la CSN, la FTQ, Unifor et 24 élus municipaux de 9 régions forestières au Québec.

² Réalisée par le Groupe Performance Stratégie inc.